



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Environnement
Réf : MP

SOUS-PREFECTURE D'APT

A R R E T E complémentaire

N° 158 du 24 octobre 2003

**Portant modification du titulaire de
l'autorisation d'exploitation d'une carrière,
au lieu-dit « Soubeyran » à MENERBES**

**Le Préfet de Vaucluse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

VU le code minier ;

VU l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;

VU le code de l'environnement dans sa partie législative, livre V - titre I^{er} ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, codifiée par le livre V du code de l'environnement, et notamment les articles 18 et 23-2 ;

VU la nomenclature des installations classées annexée au décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 modifié, fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières ;

VU l'arrêté ministériel du 10 février 1998, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières, prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 882 du 07 mars 1990, autorisant la Société PIERRES DU LUBERON, dont le siège social est situé à AIX EN PROVENCE (13100), à étendre et poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de pierre de taille sur le territoire de la commune de MENERBES, au lieu-dit « Soubeyran » ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 05 du 19 janvier 1998, autorisant le changement d'exploitant de la carrière exploitée à MENERBES, au lieu-dit « Soubeyran », au profit de la Société CARRIERES DU LUBERON, dont le siège social est à GORDES (84220) ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 129 du 04 août 1999, modifiant les garanties financières pour la remise en état de la carrière exploitée par la Société CARRIERES DU LUBERON à MENERBES, au lieu-dit « Soubeyran » ;

VU l'arrêté préfectoral n° SI 2003-10-20-0090-PREF du 20 octobre 2003, portant délégation de signature à M. Michel GILBERT, Sous-Préfet d'APT ;

VU la demande de changement d'exploitant pour la carrière susvisée, formulée par la Société PRORoch, dont le siège social est situé Hameau de Coustellet - 84220 CABRIERES D'AVIGNON, le 20 août 2001, complétée par courriers des 02 décembre 2002 et 19 février 2003 ;

VU le rapport et les propositions de l'Inspecteur des installations classées de la Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, en date du 02 juin 2003 ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale des Carrières réunie le 26 septembre 2003 ;

Considérant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant ;

Considérant que le nouvel exploitant s'engage à respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral initial ;

Considérant que le nouvel exploitant s'engage à constituer des garanties financières identiques à celles constituées par l'ancien exploitant jusqu'au 13 juin 2004 ;

Considérant que les dispositions du présent arrêté préservent les intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Sous-Préfet d'APT ;

ARRETE

ARTICLE 1er :

La Société PRORoch, dont le siège social est situé Hameau de Coustellet - 84220 CABRIERES D'AVIGNON, est autorisée, en lieu et place de la Société CARRIERES DU LUBERON, à exploiter la carrière située à MENERBES, au lieu-dit « Soubeyran », et précédemment autorisée par arrêtés préfectoraux des 07 mars 1990 et 19 janvier 1998.

ARTICLE 2 :

La Société PRORoch doit adresser à Monsieur le Préfet de Vaucluse, avant le début d'exploitation de la carrière, le document attestant la constitution des garanties financières assurant la remise en état de la carrière exploitée à MENERBES, au lieu-dit « Soubeyran », et précédemment autorisée par arrêtés préfectoraux des 07 mars 1990 et 19 janvier 1998.

Ce document doit être élaboré conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 modifié, fixant le modèle d'attestation de garanties financières et annexé au présent arrêté.

ARTICLE 3 : INFORMATION

Un extrait du présent arrêté sera affiché à la mairie de MENERBES, pendant une durée d'un mois. Un procès-verbal constatant l'accomplissement de cette formalité devra être adressé à la Sous-Préfecture d'Apt par le Maire de MENERBES.

Un même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une ampliation du présent arrêté sera conservée dans les archives de la mairie pour être tenue à la disposition de toute personne intéressée.

Un avis sera inséré par les soins du Sous-Préfet d'Apt et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département de Vaucluse.

ARTICLE 4 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille, conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du code de l'environnement.

Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 5 : EXECUTION

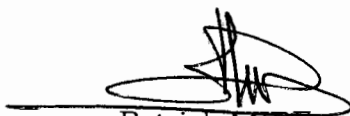
Le Secrétaire Général de la Préfecture de Vaucluse, le Sous-Préfet d'Apt, le Maire de MENERBES, le commandant du Groupement de Gendarmerie de Vaucluse, l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée au requérant par les soins de Monsieur le Maire de MENERBES. Une ampliation du présent arrêté sera également adressée à Mesdames et Messieurs le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, la Directrice Régionale de l'Environnement, le Directeur Départemental de l'Equipement, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours et le Président du Parc Naturel Régional du Luberon.

Annexe : arrêté ministériel du 01/02/96 modifié

APT, le 24 octobre 2003

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet,
signé
Michel GILBERT

Pour ampliation,
L'Attaché délégué,


Patrick MIRE



ARRÊTÉ DU 1^{er} FÉVRIER 1996

fixant le modèle d'attestation
de la constitution de garanties financières
prévues à l'article 23-3
du décret n° 77-1133
du 21 septembre 1977
(NOR : ENV P 96 50035 A)
(JO du 16 mars 1996)

Vu la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article 4-2 ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article 23-3,

Arrêtent :

Article premier. — Le document attestant la constitution de garanties financières prévue à l'article 23-3 du décret du 21 septembre 1977, modifié susvisé est conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire figurant en annexe.

ANNEXE

Acte de cautionnement solidaire

Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976
relative aux installations classées
pour la protection de l'environnement
Décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977

L'établissement (2) immatriculé au
registre du commerce et des sociétés

(2) Dénomination, forme, capital, siège social de
l'établissement de crédit ou de l'entreprise d'assu-
rance et éventuellement adresse de sa succursale
souscrivant le cautionnement

de sous le numéro représenté
par dûment habilité en vertu
de (3).

Après avoir rappelé qu'il a été porté à sa
connaissance que : (4) ci-après
dénommé(e) « le cautionné », titulaire de
l'autorisation donnée par arrêté préfectoral
en date du (5) du préfet du
d'exploiter (6) a demandé à l'établis-
sement susvisé ci-après dénommé « la cau-
tion » de lui fournir son cautionnement soli-
daire,

déclare par les présentes, en application de
l'article 4-2 de la loi n° 76-663 du 19 juillet
1976 et des articles 23-2 et suivants du décret
n° 77-1133 du 21 septembre 1977, se consti-
tuer caution solidaire en renonçant aux béné-
fices de division et de discussion, d'ordre et
pour le compte du cautionné dans les termes
et sous les conditions ci-après :

Article 1^{er}

Objet de la garantie

Le présent cautionnement constitue un enga-
gement purement financier. Il est exclusif de
toute obligation de faire et il est consenti
dans la limite du montant maximum visé à
l'article 2 en vue de garantir au préfet susvisé
le paiement en cas de défaillance du cau-
tionné des dépenses liées à : (7).

La présente garantie ne couvre pas les
indemnités dues par l'exploitant aux
tiers qui pourraient subir un préjudice par le
fait de pollution ou d'accident causé par
l'activité de ce dernier.

Article 2

Montant

Le montant maximum du cautionnement est
de F (8).

(3) Pouvoir ou habilitation avec mention de sa
date.

(4) Personne morale de droit privé ou public ou
personne physique (désignation complète).

(5) Date de l'arrêté préfectoral.

(6) Catégorie d'installation autorisée avec les
numéros de rubrique correspondants de la nomen-
clature des installations classées et le lieu
d'implantation de l'installation.

(7) (Arr. du 30 avr. 1998, art. 1^{er}) Variante 1 (pour
les installations de stockage de déchets) :

a) La surveillance du site ;

b) Les interventions en cas d'accident ou de pol-
lution ;

c) La remise en état du site après exploitation ;

Variante 2 (pour les carrières) : la remise en état
du site après exploitation ;

Variante 3 (pour les installations figurant sur la
liste prévue à l'article 7-1 de la loi du 19 juillet
1976) :

a) La surveillance et le maintien en sécurité de
l'installation en cas d'événement exceptionnel sus-
ceptible d'affecter l'environnement ;

b) Les interventions en cas d'accident ou de pol-
lution.

Pour la variante 1, l'acte de cautionnement peut ne
viser que l'un des objets a, b ou c. Pour la
variante 3, il peut ne viser que l'un des objets a ou
b.

(8) Montant en chiffres et en lettres ; pour la
variante 1, le montant maximum de chaque objet
peut être indiqué dans la mesure où les objets

Article 3

Durée

3.1. Durée

Le présent engagement de caution pre-
nd effet à compter du (1). Il ex-
pire le (2) 18 heures. Passé cette date il
pourra plus y être fait appel.

3.2. Renouvellement

Le cautionnement pourra être renouvelé da-
ns les mêmes conditions que celles objets du
présent, sous réserve :

— que le cautionné en fasse la demande au
moins (3) mois avant l'échéance ;

— et que la caution marque expressément son
accord de renouvellement au bénéficiaire.
Cet accord devra intervenir, conformément à
l'article 23-3, dernier alinéa, du décret du
21 septembre 1977 susvisé, au moins trois
mois avant l'échéance du cautionnement.

3.3. Caducité

Le cautionnement deviendra automati-
quement caduc et la caution sera libérée de toute
obligation en cas de fusion-absorption du
cautionné, après autorisation de changement
d'exploitant en faveur de l'absorbant.

Article 4

Mise en jeu du cautionnement

En cas de non-exécution par le cautionné
d'une ou des obligations mises à sa charge et
ci-dessus mentionnées, le présent cautionne-
ment pourra être mis en jeu par le préfet
susvisé par lettre recommandée avec
demande d'avis de réception adressée à la
caution à l'adresse ci-dessus indiquée, dans
l'un des cas suivants :

— soit après mise en jeu de la mesure de
consignation prévue à l'article 23 de la loi du
19 juillet 1976 susvisée, c'est-à-dire lorsque
l'arrêté de consignation et le titre de percep-
tion rendu exécutoire ont été adressés au
cautionné ;

— soit en cas de disparition du cautionné
personne morale par suite de sa liquidation
amiable ou judiciaire ou du décès du cau-
tionné personne physique.

Dans tous les cas, aux fins de mettre en jeu le
cautionnement, le préfet devra mentionner
que les conditions précisées ci-dessus ont été
remplies.

Article 5

Attribution de compétence

Le présent cautionnement est soumis au droit
français avec compétence des tribunaux fran-
çais.

Fait à (4)
le (5)

(1) Date d'effet de la caution.

(2) Date d'expiration de la caution.

(3) Délai de préavis.

(4) Lieu d'émission.

(5) Date